

## BARACK OBAMA, LES JUIFS ET ISRAËL

Philippe Velilla

*Est-ce qu'il est bon pour nous ?* A cette question traditionnelle posée rituellement dans leurs familles, les Juifs américains ont répondu massivement *oui* : Barack Obama a obtenu 78 % des voix juives le 4 novembre 2008. Le soutien de l'électorat juif, comme celui de l'électorat en général, s'est amplifié dans les dernières semaines de la campagne, lorsque sur fond de crise, le candidat démocrate a su rassurer des Américains en proie à l'inquiétude. Il a redonné confiance aux classes moyennes désemparées devant la montée des périls, reconquis le prolétariat à l'abandon dans les grands centres industriels du pays, et incarné les valeurs du parti démocrate. Il a fait campagne sur la couverture maladie pour tous, la restauration du dialogue social, la défense des libertés, la lutte contre le terrorisme. En clair, le 4 novembre 2008, Barack Obama a fait ratifier une nouvelle forme de progressisme par 53 % de l'électorat, mais - on l'oublie trop souvent - avec seulement 45 % des électeurs blancs. Le vote des minorités noire et latino a donc été décisif, alors que celui des Juifs n'a pas eu d'influence sur le résultat final. Mais la politique n'est pas qu'affaire de chiffres. Barack Obama doit d'abord sa victoire à la construction d'une nouvelle *grande alliance*, comparable à celle qui fit la fortune électorale de son lointain prédécesseur : Frank Delano Roosevelt. Dans les années trente, le grand président démocrate sut imposer la révolution du *New Deal* à une Amérique *wasp* bourgeoise, réactionnaire et raciste, en fédérant les différentes composantes de l'Amérique qui bouge. Au plan social d'abord, en réalisant l'alliance des cols bleus et des cols

blancs, des ouvriers et des intellectuels. Il sut aussi fédérer les minorités, catholique, juive et noire autour d'un projet basé sur les valeurs d'égalité. Soixante-deux ans et dix-huit élections plus tard, Barack Obama a renouvelé l'exploit. Et les Juifs américains étaient au rendez-vous. Cette attitude peut surprendre de ce côté de l'Atlantique : alors qu'en Europe et en Israël, où la gauche a quasiment disparu, les Juifs ont massivement basculé à droite<sup>1</sup>, leurs coreligionnaires américains continuent massivement à voter démocrate. C'est la première exception américaine. Ce n'est pas la seule : les Juifs américains sont, autant que les autres, attachés à l'Etat d'Israël ... mais pas forcément à la politique de son gouvernement. Déjà en 1977, lors de la *Maapekha* (renversement) qui vit la droite de Menahem Begin triompher de quarante années de suprématie travailliste, la communauté américaine avait pris ses distances. Il fallut la patience de leaders comme le rabbin Schindler<sup>2</sup> pour éviter la rupture et engager un rapprochement qui ne s'acheva qu'après les accords de Camp David. Car, à la différence de leurs coreligionnaires français, les Juifs américains sont de fervents partisans d'une paix basée sur un compromis territorial, sur la coexistence de deux Etats. C'est la seconde exception américaine. Même si cette communauté en déclin n'exerce plus son influence politique d'antan, l'originalité de

1 Voir notre article dans cette même revue, Les Juifs de France et l'élection présidentielle de 2007, Plurielles N° 14, 2009, pp. 150-159.

2 Dirigeant à l'époque du principal mouvement du judaïsme libéral américain, rattaché au World Union for Progressive Judaism.

son positionnement politique explique largement le soutien dont Barack Obama a bénéficié dans l'électorat juif, et de l'appui qu'il y trouve encore pour mener une politique proche-orientale qui n'est plus décalquée sur celle du Likoud.

\*

## JEWS FOR OBAMA

Traditionnellement, les Juifs américains votent démocrate dans des proportions parfois écrasantes. Franklin D. Roosevelt, au fil de ses quatre élections, obtint entre 82 % et 90 % des voix juives. Harry Truman en recueillit 75 %, John F. Kennedy 82 %, Lyndon Johnson, 90 %<sup>3</sup>. Plus récemment, le vote juif est resté massivement démocrate. Bill Clinton a reçu 76 % des voix juives en 1992, et 80 % en 1996. Al Gore (avec Joe Lieberman comme candidat à la vice-présidence), en 2000, en obtint 79 %, et John Kerry, 76 % en 2004.

### *Soixante-dix-huit pour cent*

Pour Barack Obama, l'électorat juif n'était pas gagné d'avance, à la différence de celui des autres minorités. Assuré de 90 % du vote des Noirs, il conquiert aussi l'électorat latino, initialement acquis lui aussi à Hillary Clinton, qui finira par le soutenir à 70 %<sup>4</sup>. Et le 4 novembre 2008, on l'a vu, 78 % des Juifs américains se rallièrent au candidat du *movement*, après bien des péripéties riches d'enseignements. Contrairement aux espoirs du Parti républicain, les Juifs américains sont restés fidèles à leur tradition politique. Les raisons de cet *affectio societatis* entre le Parti

démocrate et les Juifs américains sont d'ordre historique, idéologique et affectif. Pour nous en tenir à l'Histoire récente, dans les années cinquante, les Juifs furent aux premiers rangs du combat pour les droits civiques. La décennie suivante, les jeunes Juifs imprégnés de la lecture de Marcuse et d'Allen Ginsberg et des chansons de Bob Dylan et Léonard Cohen furent sur les campus les pionniers du *flower power*, de la contre-culture. Le féminisme américain doit aussi beaucoup à des militantes comme Betty Friedan, fondatrice de *Now* (*National Organization for Women*). Le mouvement de révolte apaisé, cette *new wave* a fourni à la gauche américaine beaucoup de ses cadres et des bataillons d'électeurs. Sur le plan idéologique, les Juifs américains partagent, avec les Démocrates, le souci d'une plus grande justice sociale dans un climat de liberté. Même lorsque leurs intérêts sociaux, et surtout fiscaux, devraient conduire les plus fortunés d'entre eux à voter républicain, nombre de Juifs riches et célèbres militent et votent pour le Parti démocrate<sup>5</sup>. Enfin, sur un plan plus affectif, le soutien démocrate à l'Etat d'Israël ne s'étant jamais démenti, les Juifs américains affichent sans état d'âme leur proximité avec le Parti de Lyndon Johnson, de Bill Clinton et de tant d'autres responsables politiques israéliophiles se situant de ce côté de l'échiquier politique. Mais cet acquis faillit échapper à Barack Obama. Pendant les primaires, les électeurs juifs du Parti démocrate avaient préféré Hillary Clinton perçue, à tort ou à raison, comme digne successeur de son mari, président charismatique, philosémite et pro-israélien, adulé dans la communauté juive

3 Voir l'enquête de la rédaction de *l'Arche* n° 605, octobre 2008, Obama, Mc Cain et les Juifs.

4 Le réveil du sleeping giant, interview de Mark Lopez au *Journal du Dimanche*, 27 octobre 2008.

5 Une histoire juive le dit fort bien. Une Yiddish Mame discute avec son fils qui lui demande pourquoi elle continue à voter démocrate. La mère explique : Par ce que les Démocrates défendent les pauvres. Et le fils de répliquer : Mais Maman, nous sommes riches maintenant !

américaine et en Israël <sup>6</sup>. Pour conquérir l'électorat juif, Barack Obama dut combattre des rumeurs aux relents racistes marqués.

### Barack Hussein

Une méchante campagne menée contre lui par la droite dans la communauté juive et au-delà, voulait l'enfermer dans son identité de Noir fils de Musulman lesté d'un second prénom très connoté : Hussein. Tous les coups semblaient permis. Ainsi, des gens se présentant comme sondeurs téléphonaient aux électeurs juifs de Floride et de Pennsylvanie pour leur demander s'ils seraient prêts à voter pour Obama en sachant qu'il avait *donné de l'argent à l'OLP* ou que « *le leader du Hamas, Ahmed Youssef soutient Obama et dit espérer sa victoire* » ou encore qu'il « *avait été proche dans le passé d'un professeur d'université palestinien* ». Finalement, la Coalition républicaine juive (RJC) a reconnu avoir financé ce sondage publié dans le magazine *Politico* destiné à influencer les électeurs juifs.

Des manœuvres aussi grossières furent rapidement déjouées. Mais c'était sans compter sur une campagne plus générale visant à discréditer Barack Obama avec, par exemple, le récit des relations amicales qu'il entretenait jadis avec Rashid Khalidi, un Palestinien professeur à l'Université de Chicago ou, plus encore, l'interprétation tendancieuse de ses rapports avec son pasteur - qui avait aidé Obama à *trouver la foi*, alors qu'il avait souvent affirmé dans ses entretiens et ses sermons que le sionisme était un racisme. Plus généralement, la question des liens entre cette

<sup>6</sup> Un sondage réalisé pour la presse israélienne en 1996, révélait que si les habitants de l'Etat juif avaient pu voter, ils auraient plébiscité la réélection de Bill Clinton à 91 %.

église et Louis Farrakhan, le sulfureux leader de la *Nation of Islam* ouvertement antisémite, était posée. Malgré les dénégations du candidat démocrate, le doute saisissait les électeurs juifs, qu'un éditorialiste du *Washington Post*, Richard Cohen, exprimait bien : « *Nous en savons peu sur lui et, malgré l'admiration que je lui porte, je me pose des questions sur son caractère* ». Dans le même temps, cette campagne qui ciblait les électeurs juifs était contrée par neuf leaders communautaires, dont Abraham Foxman, de l'*Anti Defamation League*, et Marvin Hier, du Centre Simon Wiesenthal. Pour ceux-ci, il ne s'agissait que d'une « *campagne diffamatoire répugnante* ». Il était temps pour Barack Obama de clarifier sa vision de la question raciale, ce qu'il fit dans son fameux discours prononcé le 18 mars 2008 à Philadelphie <sup>7</sup>. Le candidat, accusé de complaisance vis-à-vis des extrémistes noirs, devait sortir par le haut du piège où on voulait l'enfermer. Toute sa force a été de s'assumer comme Noir, mais sans être aliéné par cette appartenance. Soucieux de ne pas se couper de sa communauté, il a su en être, tout en se libérant de la prison identitaire. En fait, il a affirmé sa négritude, mais en refusant de n'être que cela. Il a su revendiquer aussi ses origines blanches, et surtout inscrire son histoire personnelle dans le cadre de l'épopée américaine. Car Barack Obama propose un mythe inédit, construit dans le pays chaque jour de la longue marche qui devait le mener au Capitole : celui d'une Amérique nouvelle, qui peut élire, en dépit de tout, un Noir à la présidence. Mais les rêves ne suffisent pas. Afin de dépasser une coalition hétéroclite anti-Bush qui n'aurait pas duré, il fallait trouver un concept fédérateur. Le juriste prodige de l'université de Harvard est allé le chercher tout simplement

<sup>7</sup> Publié sous le titre *De la Race en Amérique*, Grasset, Paris, 2008.

dans la constitution américaine, rédigée 221 ans avant son élection : c'est la promesse de créer une « *union plus parfaite* ». Autrement dit, il propose de mener l'Union jusqu'au bout, de redonner vie au rêve américain : « *Nous ne pouvons résoudre les défis de notre époque, si nous ne les résolvons pas ensemble, si nous ne perfectionnons pas notre union en comprenant que nous pouvons avoir des histoires différentes, mais que nous entretenons les mêmes espoirs.* »

Avec les Juifs, cette *union* avait déjà une longue histoire.

### ***L'autre école de Chicago*** <sup>8</sup>

Dès son arrivée dans la capitale de l'Illinois où cet étudiant errant devait s'enraciner sur le plan personnel, professionnel et familial, Barack Obama a fréquenté les milieux progressistes, où les Juifs et les Noirs étaient nombreux. C'est là son véritable *background* politique et culturel. Depuis, il entretient des liens étroits avec de nombreux Juifs de Chicago - et non des moindres - qui l'ont soutenu dès l'origine. Ce qu'il exprima en 2004 à l'Agence télégraphique juive : « *Une partie de mes premiers et plus ardents partisans provenaient de la communauté juive de Chicago.* » Il n'exagérait pas. Dès 1985, Gerald Kellman dirigea ses premiers pas dans le travail social à Chicago où il mit en application les préceptes du sociologue Saül Alinsky <sup>9</sup> : écouter, déceler les intérêts propres de chacun, les fédérer en une communauté organisée,

former les *sans voix* pour qu'ils deviennent à leur tour des acteurs du changement. Cette leçon lui servira pendant la campagne. A la faculté de droit aussi, Martha Minow, son professeur à Harvard le recommanda à son père, Newton Minow, un membre important du parti démocrate. Quand Obama se présenta au Sénat des États-Unis, en 2004, l'un de ses premiers soutiens était James Crown qui, avec son père Lester – connu à la fois comme milliardaire, philanthrope et membre du parti démocrate – est l'une des grandes figures de la communauté juive de Chicago. C'est apparemment au cours de cette campagne électorale qu'Obama employa pour la première fois une formule dont il devait faire usage par la suite : visitant un centre juif pour personnes âgées, il souligna que son prénom Barack, qui signifie *béni* en swahili (une langue africaine avec des influences arabes), est étymologiquement lié au prénom hébreu *Baroukh*. L'un des thèmes de campagne de Barack Obama était l'appel à reconstituer la coalition judéo-noire qui s'était formée quatre décennies auparavant, au temps de la lutte pour les droits civiques. Les Noirs et les Juifs « *ont en commun un ensemble de principes quant à l'exigence que l'État mette un terme aux injustices.* » En octobre 2004, peu avant l'élection sénatoriale, Barack Obama revenait, dans une longue interview au *Chicago Jewish News* sur l'alliance des Juifs et des Noirs : « *Le mouvement des droits civiques, rappelait-il, n'aurait pas réussi comme il l'a fait sans l'énorme contribution de la communauté juive.* »

Il faut aussi mentionner Ira Silverstein, un juif orthodoxe, avec qui Obama partagea son bureau entre 1997 et 2004, lorsqu'il siégeait au Sénat de l'État de l'Illinois. Avec lui, le jeune sénateur s'exprimait de manière très chaleureuse envers Israël, et il soutenait activement les résolutions condamnant les attentats suicides palestiniens, et fit même passer une loi autorisant les fonds de retraites de l'État d'Illinois

<sup>8</sup> Habituellement, l'expression école de Chicago désigne les économistes monétaristes, ultralibéraux, formés par Milton Friedman à l'université de la ville.

<sup>9</sup> Saül Alinsky, sociologue américain (1909-1972), considéré comme le père de l'organisation communautaire, développant notamment l'idée de démocratie participative. Auteur du Manuel du Travailleur Social, son influence fut considérable dans ces milieux (voir l'article de Corinne Lesnes, Barack Obama : la leçon des ghettos, Le Monde, 6 octobre 2007).

à acheter des emprunts du Trésor israélien (*Israel Bonds*). Rahm Emanuel, nommé chef de cabinet de la Maison blanche, appartient aussi à cette école de Chicago. Israélien par son père, parlant parfaitement l'hébreu, il sert fidèlement Barack Obama, après avoir fait partie de l'administration de Bill Clinton, en y forgeant sa réputation de dureté qui lui a valu le surnom de *Rambo* Emanuel. D'autres Juifs de Chicago, comme Bettylou Saltzman, qui devait l'aider à forger son image politique, ou encore, Jack Levin, son collègue de la faculté de droit, ont joué un rôle dans sa carrière. Mais c'est avec David Axelrod, que les relations de Barack Obama avec un Juif furent, et sont encore, des plus étroites. Ancien journaliste devenu expert en stratégie médiatique, David Axelrod a rencontré Obama dès 1992 et a organisé sa campagne pour l'élection sénatoriale de 2004. Dans la campagne présidentielle de 2008, David Axelrod joua un rôle décisif comme stratège en chef (*chief strategist*). Quand des Juifs émettaient des doutes sur les attitudes politiques de son candidat, David Axelrod déclarait qu'« *en tant que fils de deux Juifs qui ont échappé aux persécutions antisémites en Europe de l'Est, il ne consacrerait pas [s]a vie à faire élire Obama s'il n'était pas certain des positions de Barack au sujet d'Israël.* »

Ces soutiens jouèrent un rôle pour lever les dernières réticences des Juifs américains à soutenir Barack Obama. Il restait à traduire tout cela dans les urnes.

### **Vote juif**

Les Juifs constituent un peu moins de 2 % de la population des États-Unis. Mais, comme ils sont plus âgés que la moyenne, le pourcentage des Juifs est plus élevé au sein de la population adulte. Et, surtout, ils sont connus pour participer davantage aux élections que les Américains en général. Au total, on considère qu'au sein de

l'électorat effectif, la part des Juifs est plutôt de l'ordre de 3 %, voire 4 %. Mais le 4 novembre 2008, avec une participation nettement supérieure à la moyenne des élections présidentielles (66 %, soit 10 points de plus qu'à l'accoutumée), cette règle ne joua pas.

Le mode de scrutin en vigueur pour l'élection présidentielle américaine donne aux minorités un poids important. Quatre États américains – les États de New York, du New Jersey, de Californie et de Floride – contiennent ensemble plus de la moitié des Juifs américains. C'est là que la minorité juive a le plus de chance d'influer sur le plan électoral. Au niveau des primaires démocrates d'abord. Hillary Clinton n'eut aucun mal à obtenir les suffrages de la majorité des électeurs juifs de ces États, mais cette influence fut contrebalancée par la forte participation d'autres minorités, des Noirs notamment. Il restait pour Barack Obama à récupérer cette préférence des électeurs juifs pour Hillary Clinton. Ce qui fut fait en deux étapes. La première, en août 2008, lors de la convention démocrate, qui vit la réconciliation entre Barack Obama et Hillary Clinton, et le choix de Joe Biden, très apprécié par les Juifs américains, comme candidat à la vice-présidence. La seconde, lorsqu'après la faillite de Lehman Brothers en septembre, les électeurs juifs, comme les autres, rallièrent en masse le candidat démocrate jugé plus apte à surmonter cette crise. Cette reconquête n'eut pas de conséquence pour les trois premiers États précités qui étaient considérés comme sûrs pour le parti démocrate. Le vote des Juifs ne devait donc pas y avoir un effet déterminant. Le cas de la Floride, en revanche, était plus incertain. Dans cet État, les Juifs représentent près de 4 % de la population et au moins 5 % des électeurs. Ce n'est donc pas un hasard si, pour s'adresser directement à ce



secteur de l'électorat, les partisans juifs de Barack Obama créèrent des groupes comme *Bubbes for Obama* (les grands-mères pour Obama) ou *The Great Schlep* (un mélange d'anglais et de yiddish, signifiant à peu près *le grand déplacement*, avec une tonalité ironique) ayant pour objectif d'inciter les jeunes Juifs à faire pression sur leurs aînés afin qu'ils votent Obama. Toute cette organisation finit par payer, puisque les Juifs de Floride soutinrent dans la même proportion qu'au niveau national le candidat démocrate, jouant sans doute un rôle décisif pour emporter ce *swing state* et ses 27 grands électeurs. Le basculement de l'électorat latino (particulièrement celui des Cubains de deuxième génération à Miami) contribua aussi à cette revanche du Parti démocrate dans l'Etat où Al Gore avait fini par échouer en 2000. De toute façon, même sans la Floride, Barack Obama l'emportait. Quelques signes parmi d'autres du déclin de l'influence des Juifs américains.

### Communauté en déclin

D'après les estimations, selon la définition que l'on retient (avec le problème de la prise en compte ou non des conjoints non juifs et des enfants de mariages mixtes), la population américaine compterait 5 à 7 millions de Juifs. Le chiffre de 6 millions est généralement retenu<sup>10</sup>. Mais tout concourt à une diminution en valeur absolue. Le taux de mariages exogames ne cesse d'augmenter : il est passé de 13 % avant 1970 à 47 % aujourd'hui. De surcroît, le taux de fécondité des femmes juives ne suffit pas pour assurer le renouvellement de cette population (il n'est plus que de 1,93%)<sup>11</sup>. A ce rythme, à la

prochaine génération, la population juive de toute l'Amérique du Nord (Canada compris) compterait 2,7 à 5,9 millions de membres.

En valeur relative, le déclin est encore plus saisissant. La population juive comptait pour 3,7 % de la population américaine en 1937. Elle est aujourd'hui inférieure à 2 %. La sonnette d'alarme a été tirée depuis longtemps. L'universitaire Alan Dershowicz avait intitulé en 1997 son ouvrage consacré au sujet *The Vanishing American Jew* (le Juif américain en voie de disparition). Ce déclin est aussi relatif par rapport aux autres minorités qui jouent un rôle de plus en plus important dans la vie américaine. C'est d'abord le cas des Noirs. Dans leur immense majorité, les 40 millions de Noirs américains sont intégrés dans la société. Une partie non négligeable d'entre eux a même réussi à s'insérer au sein des classes moyennes : 30 % environ, soit 12 millions d'individus, appartiendraient ainsi à cette *middle class* noire, très bien incarnée par Michelle Obama. Mais ce sont les Latinos qui constituent aujourd'hui la plus forte minorité américaine. Les Hispaniques sont près de 45 millions aux États-Unis, soit 15 % de la population totale. Une forte immigration asiatique vient encore troubler le jeu. C'est parmi eux que l'on trouve la majorité des 8 millions de Musulmans. Car les Arabes américains - au premier rang desquels les Libanais - soit environ 3,5 millions de personnes, sont chrétiens dans leur majorité. Au total, on sait qu'en 2050, les descendants des Européens blancs seront minoritaires dans la population des États-Unis. Le déclin de la communauté juive est aussi celui de l'Amérique blanche. Ce déclin n'est pas seulement quantitatif. Il est aussi politique.

10 Sur ces calculs, et plus généralement pour un exposé très complet de situation actuelle de la communauté aux États-Unis, voir André Kaspi, *Les Juifs Américains*, Plon, Paris, 2008.

11 The National Jewish Population Survey 200-01 : Stregth Challenge and Diversity in the American Jewish

Population (enquête démographique réalisée en 2003 par Jewish United Communities).

## FIN DU CINQUANTE-ET-UNIEME ETAT

D'emblée, Barack Obama chercha à rassurer l'électorat juif, ou plutôt la fraction de cet électorat privilégiant la relation avec Israël, cette *relation spéciale* qui a souvent fait qualifier l'Etat juif de 51<sup>ème</sup> Etat de la Fédération. Pour cela, il n'hésita pas à prendre des engagements devant la convention de l'AIPAC le 4 juin 2008. Barak Obama y a rappelé son attachement à la *sacro-sainte* cause de la sécurité d'Israël, sans jamais mentionner une seule fois la ligne verte de 1967, et en déclarant que Jérusalem resterait la capitale indivisible de l'Etat juif. Quelques semaines après, en voyage en Israël, il sut trouver les mots qu'il fallait à Sderot : « *Si quelqu'un lançait des roquettes sur la maison où dorment mes filles, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour les arrêter. J'encourage Israël à faire de même.* »

En clair, rien ne laissait présager une évolution dans la politique américaine, du moins officiellement, car à Jérusalem, on avait bien compris que l'élection de Barack Obama marquerait un tournant dans les relations avec Washington. D'ailleurs, les dirigeants et la presse en Israël ne cherchèrent pas à dissimuler leur espoir d'une victoire de John Mac Cain ... même lorsque celle-ci devenait bien improbable. Cette méfiance affichée à l'égard du futur vainqueur montrait un manque de sens politique fâcheux qui ne devait pas échapper au candidat. Une fois devenu Président pouvait-il oublier ces mauvaises manières ? En tout cas le *changement*, maître-mot de sa campagne, devait aussi se traduire dans les relations israélo-américaines. Mais sans heurter les Juifs américains qui entretiennent avec Israël un rapport moins simple qu'on ne croit.

## Le lobby contesté

Contrairement à la légende, l'AIPAC n'est pas le lobby juif aux Etats-Unis. L'*American Jewish Congress*, l'*American Jewish Committee* ou l'*Anti Defamation League* pourraient aussi prétendre à ce titre. Ce sont d'ailleurs des lobbies qui agissent dans tous les domaines qui intéressent les Juifs. L'AIPAC est le lobby pro-israélien, ce qui n'est pas la même chose. Mais s'agissant de l'influence politique des Juifs et de leurs relations avec Obama, c'est de cela qu'on traitera.

L'AIPAC - American Israel Public Affairs Committee - créé il y a plus d'un demi-siècle, est l'un des nombreux groupes d'intérêt enregistrés au Congrès. C'est aussi l'un des plus puissants avec un budget de 60 millions de dollars et 150 permanents. L'AIPAC déploie ses activités dans deux domaines : le soutien à Israël (particulièrement dans le domaine de l'aide militaire) et la diplomatie américaine au Proche Orient, notamment vis-à-vis de l'Iran. Cette influence explique l'intérêt porté à ses activités, d'autant que l'AIPAC avait adopté ces dernières années une ligne dure proche du Likoud. Le terrain était prêt pour une contestation de cette influence. Deux universitaires devaient s'en charger. Dans un article de la *London Review of Books* du 23 mars 2006, John Mearsheimer et Stephen Walt dénonçaient cette influence, contraire à l'intérêt des Etats-Unis, en ce qu'elle favoriserait l'extrémisme arabe. Surtout, les deux universitaires attribuaient à l'AIPAC des pratiques et un pouvoir qu'il n'a pas. Qu'importe, même si cette contestation n'était pas nouvelle, elle eut des conséquences, alors que la communauté juive américaine, majoritairement, est plus colombe que faucon. Les sondages sont formels : les Juifs américains sont, dans l'ensemble, favorables à la création d'un Etat palestinien viable.

Ils partagent la conviction de Barack Obama que la sécurité à long terme d'Israël - comme celle de l'Amérique - passe par une paix juste au Proche-Orient. Pour y parvenir, ils ne sont pas hostiles à ce que Washington, si nécessaire, exerce des pressions sur Israël - dans une certaine mesure en tout cas <sup>12</sup>. Mais jusqu'à une date récente, ce sentiment n'était guère exprimé de façon organisée. La création de l'association *J Street* en avril 2008 a changé la donne. Pour ses initiateurs, figures du Mouvement de la Paix, il s'agit bel et bien - sans le dire - de créer un lobby rival de l'AIPAC, de faire entendre une autre voix des amis d'Israël. Comme 69 % des Juifs américains, *J Street* qualifiera ainsi l'opération de Gaza en décembre 2008 de *disproportionnée et de contre-productive*. Dans le comité de soutien, on trouve aussi bien l'ex-numéro deux du Mossad, que Shlomo Ben-Ami, ancien ministre des Affaires étrangères d'Ehoud Barak, un ancien ambassadeur américain à Tel-Aviv ou la fille d'Itzhak Rabin, Dalia. En quelques mois, le nouveau lobby réussit à recruter plus de 100 000 membres, soit autant que l'AIPAC.

A cette contestation intérieure à la communauté, s'ajoute une contestation extérieure exercée par un lobby au service de la cause palestinienne de plus en plus influent, dont la figure de proue est l'*American Arab Institute*, et son président fondateur, le très actif James Zogby.

Ainsi, tout converge pour ouvrir à Barack Obama un nouvel espace politique, à l'heure où il entend imposer son plan de paix au Proche Orient.

## Pressions

L'objectif poursuivi par Obama est clair : un

<sup>12</sup> Un sondage publié en août 2009 montre que 58 % des électeurs juifs de Barack Obama étaient favorables à sa politique proche-orientale.

accord bilatéral sur une solution à deux Etats impliquant des concessions de part et d'autre, avec une dimension régionale importante. Toutes les pressions exercées sur Israël visent à mettre fin à un conflit interprété, à tort ou à raison, comme alimentant l'extrémisme. Et le but ultime de la nouvelle administration dans la région est limpide : battre Al Qaïda. A cet égard, Washington considère que ses intérêts peuvent être divergents de ceux d'Israël. La nouvelle dégradation de la situation sécuritaire en Irak, la progression des Talibans en Afghanistan, la dramatique situation du Pakistan - trois pays où l'armée américaine est engagée - la question de l'Iran, enfin, rendent nécessaire et même urgente une approche globale des problèmes, et un rapprochement entre Washington et ses alliés arabes. Barack Obama n'est pas seul à avoir cette nouvelle approche. Fin mai 2009, plus de 400 élus de la Chambre des représentants et du Sénat américain signaient une lettre pour l'appeler à intensifier ses efforts en faveur de la paix au Proche-Orient. Jusqu'alors, le Congrès avait plutôt l'image d'une chambre d'enregistrement des volontés de l'Etat juif. Or, au-delà des précautions diplomatiques à l'égard d'Israël, ce message apparaît comme un soutien clair au président américain à l'heure où il multiplie les pressions sur le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu : « *Alors que chaque obstacle est immense, nous sommes d'accord avec vous pour dire que tous les efforts doivent être faits pour essayer de parvenir à la paix le plus vite possible* ». La lettre évoque aussi un *Etat palestinien viable*. Signe que les temps ont changé, même l'AIPAC a *applaudi* l'initiative des 400 parlementaires. D'ailleurs, les plus grandes organisations juives, représentées par la Conférence des présidents (l'équivalent du CRIF), reçues en juillet 2009 à Washington par un Barack Obama soucieux d'expliquer sa politique proche-



orientale, ne contestèrent guère celle-ci. Plus que le changement d'administration à Washington, c'est sans doute la multiplication de ces signes qui a conduit Benyamin Netanyahou à estimer que la donne internationale avait changé. Après le discours de Barack Obama au monde musulman au Caire le 4 juin 2009, le Premier ministre israélien déclarait dans son discours à l'université Bar Ilan le 14 juin accepter le principe d'un *Etat palestinien démilitarisé*. Mais cela ne met pas fin à la confrontation. Celle-ci s'est cristallisée sur la question de la construction dans les implantations. Le gouvernement israélien défend le principe d'une construction répondant à la *croissance naturelle* des colonies existantes, tandis que, quelques jours avant le discours de Bar Ilan, la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, avait formulé sans ambiguïté la position américaine : Obama « *veut la fin de la colonisation : pas de colonies, pas de postes avancés, pas d'exceptions liées à la croissance naturelle* ».

Ces pressions ont eu de l'effet. Le gouvernement Netanyahou a décidé en novembre 2009 de geler pour dix mois la construction dans les implantations de Cisjordanie, mais non à Jérusalem. Deux autres éléments marquent les limites de cette concession : la construction des édifices publics pourra être poursuivie, et le gouvernement a rétabli en décembre 2009 les implantations dans la liste des zones prioritaires en matière d'investissement. Cela montre les limites d'un exercice qui voit Binyamin Netanyahou soumis à deux séries de pressions : d'une part, celles de l'administration Obama qui a apprécié le premier geste du gouvernement israélien ; d'autre part, celles des colons qui disposent de nombreux relais au sein de la droite israélienne. Autant dire que l'année 2010 sera fertile en rebondissements.

Il faut également mentionner un non-dit : celui

du lien entre cette situation sur le terrain et la menace iranienne. L'année 2009 a été marquée par les menaces renouvelées du régime iranien contre Israël, des révélations sur le renforcement de ses efforts de production d'uranium enrichi, le perfectionnement des missiles de son armée, qui avec une portée de 2 000 kilomètres sont capables d'atteindre Israël. Nul doute que face à cette menace, les réactions de l'administration américaine seront observées à la loupe à Jérusalem et détermineront en partie le niveau de concessions que le gouvernement Netanyahou est prêt à admettre.

\*

L'élection de Barack Obama montre, à qui en douterait encore, que le Monde a changé. Et d'abord les Etats-Unis. Au plan intérieur, l'Amérique est devenue l'Amérique des minorités ... qui seront bientôt majoritaires. Dans ce *melting pot* renouvelé, la communauté juive joue et jouera un rôle moins important qu'auparavant. De toute façon, son influence électorale devient négligeable, et les pressions du *lobby* sérieusement contrées par d'autres organisations et une administration forte des convictions et des engagements de son président. Au plan extérieur, la politique américaine au Proche Orient a changé, et ce changement perdurera vraisemblablement après la présidence Obama. Désormais, c'est avec les pays arabes modérés que Washington veut établir des relations privilégiées. Les Juifs américains ont compris ce changement et l'accompagnent. Israël l'a compris aussi, mais un peu tard, avec un simple accord de principe de la droite israélienne sur la création d'un Etat palestinien. La difficulté sera de concrétiser le changement, d'autant que d'autres paramètres pourraient interférer, notamment celui de la riposte à la menace iranienne.

A l'heure où ces lignes sont écrites, Barack Obama n'a pas encore fait connaître son plan de paix pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Mais on en connaît les principes (*supra*). Parions que rien ne s'y opposera aux intérêts vitaux d'Israël : sa reconnaissance comme Etat juif, la garantie de sa

sécurité, la fin de l'hostilité du monde arabe. Mais parions aussi que les divergences ne manqueront pas, en particulier sur une question dont la portée n'est pas limitée à une question de partage du territoire : Jérusalem.